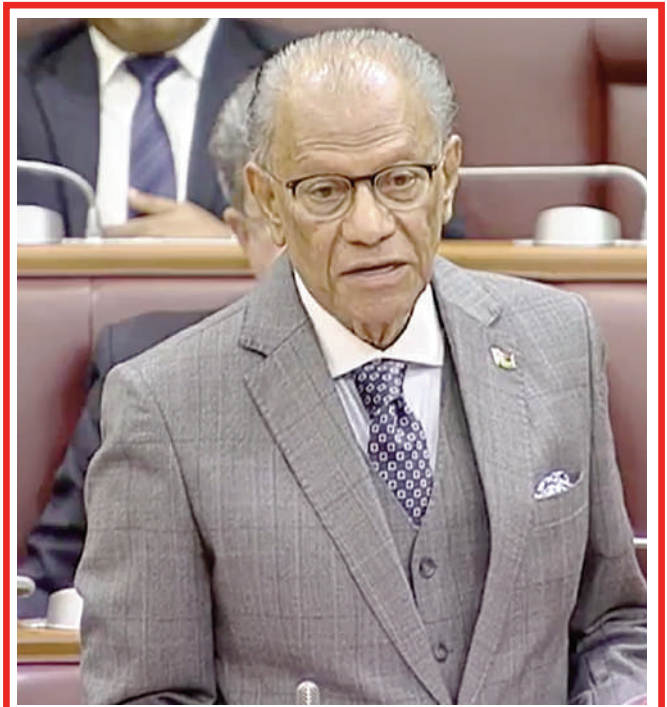


Le Socialiste

44e année - Rs 5.00 - No 108544 Jeudi 2 Juillet 2026 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant



Le PM Ramgoolam souligne la politique libérale de l'île Maurice en matière de visas et le futur système de visas électroniques

Page 3



Ramgoolam affirme que 611 nouveaux permis d'armes à feu ont été délivrés depuis 2021

Page 3

Le magnat chinois Winguï condamné à 30 ans de prison aux Etats-Unis

Page 2

FOOTBALL



Climat

La France attend une nouvelle vague de chaleur pendant le week-end

Sur les réseaux sociaux, de nombreux posts particulièrement alarmants font état d'une nouvelle vague de températures extrêmes sur l'Hexagone la semaine prochaine. La ministre de la Transition écologique a évoqué mercredi 24 juin un risque « de températures extrêmes » à partir du 6 juillet prochain, et Météo-France a annoncé ce mardi que la France va connaître « sans doute un nouvel épisode caniculaire à partir de ce week-end ». Que sait-on de cette potentielle prochaine vague de chaleur ?

Une grande partie de la France a vu refluer ce dimanche 28 juin un épisode caniculaire historique, avant la fin lundi 29 juin de la vigilance rouge, marquant le terme de la vague de chaleur la « plus intense » jamais mesurée dans le pays, selon Météo-France.

Pourtant, depuis quelques jours, des posts sur le réseau social X comptant plusieurs millions de vues annoncent une nouvelle canicule pour la semaine du 6 juillet, avec des températures pouvant atteindre « jusqu'à 45°C ». Des publications qui ne citent aucune source ou prévision météorologique leur permettant d'arriver à une telle conclusion

La semaine dernière, la ministre de la Transition écologique Monique Barbut avait créé la polémique en affirmant sur la radio France Inter que s'il est possible que la France connaisse « une pause relative » de la canicule cette semaine, « Météo-France nous indique qu'il y a de fortes probabilités pour que, à partir de la semaine d'après, nous revenions à des chaleurs extrêmes ». Ces propos avaient été rapidement nuancés par le gouvernement, par la voix de sa porte-parole. Il ne s'agit que d'un « scénario » parmi d'autres, avait répondu Maud Bregeon, invitant à être « extrêmement prudent lorsqu'on parle de prévisions météorologiques ».

« Sans doute un nouvel épisode caniculaire à partir de ce week-end »

Mais l'hypothèse selon laquelle le thermomètre pourrait regimber sous peu dans l'Hexagone semble plausible. Auprès de l'AFP, le prévisionniste de Météo-France Patrick Galois a précisé ce mardi que le pays va connaître « sans doute un nouvel épisode caniculaire à partir de ce week-end », sans pouvoir en estimer à ce stade la durée ou l'intensité. « À partir de vendredi et du week-end prochain, on s'attend à nouveau à des températures plus élevées avec des conditions anticycloniques depuis le sud du pays », avec des températures « très élevées, sans doute au-dessus de 35°C », ajoute le prévisionniste, avant de préciser que « toutes les régions ne seront pas forcément concernées ».

Dimanche soir, Météo-France affirmait déjà que « les conditions vont être propices à la poursuite de la hausse des températures sur le pays et les fortes chaleurs (maximales à plus de 30 °C) vont devenir de plus en plus fréquentes. Au-delà, la configuration météorologique sur l'Europe est favorable à la poursuite de conditions anticycloniques et à une anomalie chaude concernant l'ensemble du pays ».

Le magnat chinois Wingui condamné à 30 ans de prison aux Etats-Unis

Le magnat chinois Guo Wengui, exilé critique de Pékin, a été condamné à 30 ans de prison aux États-Unis pour avoir escroqué ses soutiens à hauteur d'un milliard de dollars. Il avait détourné cet argent pour financer un train de vie luxueux, malgré son image d'opposant à la démocratie persécuté par la Chine.

Un tribunal fédéral de New York a condamné le magnat chinois Guo Wengui à 30 ans de prison pour une fraude d'un milliard de dollars. Guo, également connu sous les noms de Miles Guo et Ho Wan Kwok, a été reconnu coupable d'avoir escroqué des milliers de ses partisans en juillet 2024. Autrefois considéré comme l'un des hommes les plus riches de Chine, il s'était constitué une communauté d'adeptes aux États-Unis en critiquant Pékin. Ce n'est « pas un militant pour la démocratie, c'est un escroc, un arnaqueur et un voleur », a lancé lundi le procureur Ryan Finkel.

La juge Analisa Torres a déclaré qu'il s'était enrichi en exploitant des personnes qui croyaient en la démocratie pour la Chine. Elle lui a ordonné de verser une amende de 889 millions de dollars. Guo Wengui clame son innocence et a l'intention de faire appel, ont indiqué ses avocats à l'issue de l'audience. Il avait demandé une peine « nettement inférieure » à la peine de 30 ans. Des centaines de ses partisans ont assisté à l'audience de prononcé de la peine.

Un magnat de l'immobilier devenu critique de la Chine

Wengui Guo a fait fortune en tant que promoteur immobilier en Chine avant d'être accusé de corruption par les autorités, ce qu'il a nié. Il a quitté la Chine en 2014 et s'est enfui aux États-Unis, où il a d'abord vécu avec un visa touristique avant de demander l'asile politique en 2017. Il s'est forgé une notoriété en ligne en tant qu'exilé politique et critique virulent du Parti communiste chinois (PCC). Il partageait fréquemment ce qu'il présentait comme des informations privilégiées concernant de hauts responsables chinois, informations qui n'étaient pour la plupart pas vérifiées.

Guo a également noué des liens avec des personnalités de premier plan de la droite politique américaine, telles que Steve Bannon. Ce dernier, un allié du président Donald Trump, est apparu aux côtés de Guo Wengui dans plusieurs vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, dans lesquelles ils critiquaient le gouvernement chinois. En 2020, les deux hommes ont lancé une campagne de lobbying en ligne anti-

PCC baptisée « New Federal State of China ». M. Bannon a été arrêté en août 2020 sur le yacht de M. Guo, dans le Connecticut, et a été inculpé dans le cadre d'une autre affaire de détournement de fonds.

Il s'est encore fait remarquer sur Internet début 2023 lorsqu'il a annoncé son intention d'organiser une vente aux enchères en ligne de « sperme non vacciné », colportant ainsi la théorie du complot selon laquelle les vaccins entraîneraient la stérilité.

Une escroquerie d'un milliard de dollars

Après son arrivée aux États-Unis, il a levé plus d'un milliard de dollars auprès de ses soutiens en ligne, qui pensaient investir dans diverses entreprises et divers projets entre 2018 et 2023. Ses stratagèmes comprenaient un club réservé aux membres avec une cotisation minimale de 10 000 dollars et une plateforme de cryptomonnaies appelée « Himalaya Exchange », ont indiqué les procureurs. En échange, on promettait aux contributeurs des rendements élevés et des services de luxe. Guo avait également déclaré lors de ses diffusions en direct à ses soutiens qu'il indemniserait personnellement les investisseurs pour toute perte subie.

Or, selon les procureurs, il a en réalité dépensé cet argent pour s'offrir un penthouse à Manhattan, un manoir de 4 645 m² dans le New Jersey, une Lamborghini d'un million de dollars, un yacht de 37 millions de dollars et d'autres produits de luxe.

Il a été arrêté par le FBI en mars 2023. L'année suivante, un jury l'a déclaré coupable de neuf des douze chefs d'accusation retenus contre lui, notamment des infractions aux lois sur les valeurs mobilières, de la fraude électronique et du blanchiment d'argent. Son ancienne associée, Yvette Wang, a été condamnée l'année dernière à 10 ans de prison pour son rôle dans cette affaire.

Certaines victimes de Guo Wengui ont pris la parole lors de l'audience de lundi. « Cette fraude a détruit ma vie et ma famille », a affirmé Wei Chen, qui a raconté que sa famille avait perdu toutes ses économies et s'était retrouvée endettée.

Les avocats de la défense de Guo Wengui ont fait valoir qu'il faisait l'objet d'une persécution continue de la part du gouvernement chinois et que le luxe dont il faisait étalage aux États-Unis était destiné à servir de symbole de ce à quoi les Chinois pouvaient aspirer.

Paraguay

Un jour de congé public après la victoire sur l'Allemagne en Coupe du Monde

Alors que tout le pays fête la victoire de ses joueurs face à l'Allemagne, le président paraguayen Santiago Pena a décrété un jour férié pour célébrer cette victoire.

La fête a commencé au Paraguay lundi et pourra durer puisqu'un jour férié a été décrété pour célébrer la victoire de l'équipe nationale de football contre l'Allemagne et sa qualification pour les huitièmes de finale du Mondial 2026.

«Le Paraguay n'abandonne jamais!! Jour férié bordel!!!», s'est exclamé sur X le président du pays, Santiago Peña, pour saluer l'exploit de l'Albirroja qui a créé la surprise en éliminant la Mannschaft quatre fois championne du monde au terme d'une séance de tirs au but irrespirable (1-1, 4 tab à 3).

«Que tout le Paraguay en profite !»

Le «mardi 30 juin 2026» sera férié, a précisé peu après la présidence de la République dans un communiqué. «Je dirais qu'un jour férié national, c'est rare, et que le pouvoir du football est merveilleux», a réagi le sélectionneur argentin du Paraguay, Gustavo Alfaro, devant la presse. «Que tout le Paraguay en profite!», a-t-il encouragé.

En plein cœur de la capitale Asunción, face au Panthéon des Héros, des milliers de supporters l'ont pris au mot, rassemblés pour acclamer leur équipe qui affrontera ensuite la France dimanche. Le Paraguay «a fait ce qu'il sait faire de mieux: défendre de toutes ses forces», a observé Amado Salomón, employé de banque de 58 ans qui s'est greffé en voiture à l'interminable cortège du centre-ville d'Asunción.

Un atelier de FAC renforce la responsabilité du conseil d'administration en matière de prévention des crimes financiers

Un atelier de haut niveau sur le thème « Le rôle des conseils d'administration : Prévenir et combattre les crimes financiers », organisé par la Commission des crimes financiers (CFF), a débuté au siège de la CFF à Réduit Triangle, Moka.

L'atelier vise à renforcer la capacité des présidents, des administrateurs et des membres du conseil d'administration des organisations publiques à s'acquitter efficacement de leurs responsabilités en matière de prévention et de détection des infractions financières et de lutte contre celles-ci, conformément aux dispositions de la loi de 2023 relative à la Commission des infractions financières.

Dans son allocution, le directeur général de la FCC, M. Titrudeo Dawoodarry, a souligné l'objectif de la Commission de favoriser un changement d'état d'esprit qui encourage les membres du conseil d'administration à respecter les normes les plus élevées de transparence, de responsabilité et d'intégrité dans l'exercice de leurs fonctions. Il a insisté sur le fait que l'intégrité doit être la norme, et non l'exception, pour les personnes occupant des postes décisionnels clés qui influencent la croissance et la prospérité du pays.

Il a déploré que la SCA ait déjà relevé de nombreux cas d'actes répréhensibles au niveau du conseil d'administration, ce qui a fait en sorte que 26 présidents et membres du conseil d'administration ont été convoqués pour interrogatoire sous avertissement. Parmi eux, plusieurs affaires ont été renvoyées au Bureau du DPP, tandis que deux sont actuellement devant la Cour. Il a rappelé que ces enquêtes sont la conséquence directe d'une mauvaise gouvernance, qui a non seulement gaspillé des fonds publics, mais a également gravement érodé la confiance dans les institutions du pays.

En outre, M. Titrudeo Dawoodarry a appelé les présidents et les membres du conseil d'administration à donner l'exemple à leurs organisations, à leurs collègues et à l'ensemble du pays. Il a souligné que leurs décisions doivent être fondées sur l'éthique, la transparence et la responsabilité.

« Votre contribution à ce poste de haute responsabilité façonnera l'avenir de notre pays et des générations à venir », a-t-il déclaré. Il les a encouragés à prendre la parole et à s'opposer fermement à tout acte répréhensible, exprimant la confiance qu'en comprenant pleinement leurs responsabilités, ils contribueront à bâtir un meilleur Maurice.

L'atelier

Dans le cadre de cette initiative, la SCA a cherché à promouvoir une culture d'intégrité, de transparence, de responsabilisation et de bonne gouvernance dans l'ensemble des institutions publiques, tout en renforçant le rôle stratégique des conseils d'administration dans la prévention des crimes financiers.

L'atelier a comporté une série de présentations couvrant des sujets clés, notamment les crimes financiers en vertu de la Loi de 2023 sur la FCC; la prévention de la fraude électronique au sein des institutions; les bonnes pratiques et les pièges communs pour les membres du conseil d'administration, et la promotion d'une gouvernance exemplaire par le biais des rôles, des responsabilités et du bon jugement attendus des conseils.

Une table ronde sur le thème « Promouvoir le leadership et la gouvernance du Conseil d'administration dans la lutte contre la criminalité financière » était également à l'ordre du jour.

Le PM Ramgoolam souligne la politique libérale de l'île Maurice en matière de visas et le futur système de visas électroniques

Le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, a informé l'Assemblée nationale, mardi matin que Maurice maintient un régime de visas libéral tout en assurant des contrôles d'immigration robustes pour protéger la sécurité nationale et faciliter les voyages légitimes en réponse à une question parlementaire sur la délivrance de visas aux ressortissants étrangers.

Le Premier ministre a expliqué qu'en vertu de l'article 20 de la loi sur l'immigration, un agent de l'immigration peut admettre des touristes, des hommes d'affaires et d'autres visiteurs à Maurice, qui se voient alors délivrer un visa précisant les conditions et la durée autorisée du séjour.

Il a indiqué que, conformément à l'article 25 du Règlement de 1968 sur les passeports, tout non-ressortissant souhaitant entrer à Maurice doit satisfaire à un certain nombre de conditions d'immigration. Il s'agit notamment de la possession d'un passeport qui reste valide au-delà de la période de séjour prévue, de la possession d'un billet de retour valide, de l'éligibilité au retour dans le pays d'origine ou de résidence, de la preuve de moyens financiers suffisants pour soutenir le séjour, de la confirmation de l'hébergement ou du parrainage, de l'abstention d'exercer tout emploi rémunéré et de ne pas être classé comme immigrant interdit.

Le Premier ministre a souligné que tout non-ressortissant qui ne remplit pas l'une quelconque de ces conditions n'est pas admis à Maurice, quelle que soit sa nationalité.

Soulignant l'ouverture du pays aux visiteurs internationaux, le Premier ministre a noté que Maurice se classait au 10e rang sur 199 pays dans l'Indice d'ouverture Henley 2026, qui mesure le nombre de nationalités qu'un pays autorise à entrer sans avoir obtenu de visa au préalable.

Il a souligné que si la majorité des ressortissants étrangers reçoivent un visa à leur arrivée, les ressortissants de 15 pays sont tenus d'obtenir un visa avant de se rendre à Maurice, conformément à l'article 12 de la loi sur les passeports et à la onzième annexe du Règlement sur les passeports.

Le Premier ministre a également indiqué que l'inclusion de pays sur la liste prescrite est déterminée après une évaluation minutieuse de plusieurs facteurs, y compris les considérations de sécurité nationale, les relations internationales, la politique d'immigration et le risque d'abus de visa.

Selon les directives publiées par le Bureau des passeports et de l'immigration, les ressortissants de ces pays doivent présenter leur demande de visa au moins un mois avant la date prévue de leur voyage. Lorsque tous les documents requis sont en règle, les demandes de visa sont généralement traitées dans un délai d'environ 12 jours ouvrables.

Le Premier ministre a souligné que les ressortissants des pays prescrits restent les bienvenus à Maurice et ne sont pas facturés de frais de visa. Il a ajouté qu'en plus des exigences habituelles en matière d'immigration, le Bureau des passeports et de l'immigration effectue des vérifications de sécurité renforcées avant d'accorder l'autorisation d'entrée.

Le Premier ministre a également souligné que le budget de 2026-2027 prévoit l'introduction d'un nouveau système de visa électronique numérique. La plateforme permettra aux non-ressortissants de tous les pays de demander et d'obtenir un visa électronique avant de se rendre à Maurice. Selon le premier ministre, le nouveau système renforcera la sécurité à la frontière en réduisant le risque d'entrée de personnes de mauvaise foi, tout en facilitant le traitement des passagers et en réduisant les files d'attente aux terminaux d'arrivée.

Ramgoolam affirme que 611 nouveaux permis d'armes à feu ont été délivrés depuis 2021

Le Premier ministre, ministre de la Défense, des Affaires intérieures et des Communications extérieures, ministre des Finances, ministre des Rodrigues et des Îles extérieures, Dr Navinchandra Ramgoolam, a informé l'Assemblée nationale, mardi matin, que 611 nouvelles licences d'armes à feu ont été délivrées et 4 264 licences ont été renouvelées entre le 1er janvier 2021 et le 25 juin 2026.

En réponse à une question parlementaire, le premier ministre, citant des renseignements fournis par le commissaire de police, a déclaré que huit permis d'armes à feu avaient été révoqués au cours de la période visée par l'examen, alors qu'aucun permis n'avait été suspendu.

Le Chef du gouvernement a en outre indiqué que quatre armes à feu avaient été déclarées perdues, 14 volées et 10 non déclarées. De plus, 32 incidents mettant en cause des armes à feu homologuées ont fait des blessés ou des morts, et des enquêtes criminelles ont été ouvertes dans chaque cas.

En ce qui concerne les critères d'admissibilité pour l'octroi d'un permis d'armes à feu, le Dr Ramgoolam a déclaré que, conformément aux articles 7 et 8 de la Loi de 2006 sur les armes à feu, les demandeurs doivent être titulaires d'un certificat de compétence valide délivré par le commissaire de police après avoir suivi avec succès la formation prescrite et les tests requis.

Les candidats doivent également être âgés d'au moins 18 ans, être citoyens de Maurice, être aptes et aptes à posséder ou à faire le commerce d'armes à feu, être physiquement aptes et d'un état mental stable, et ne pas être dépendants de substances intoxicantes ou narcotiques, a déclaré le Dr Ramgoolam.

En outre, les demandeurs ne doivent pas avoir été condamnés en vertu de la loi sur les armes à feu ou pour des infractions impliquant des armes à feu, la violence domestique ou des drogues dangereuses, que ce soit à Maurice ou à l'étranger. Ils ne doivent pas présenter de risque pour la sécurité ou l'ordre public, doivent démontrer qu'ils ont de bonnes raisons de posséder une arme à feu et doivent avoir des dispositions adéquates et sécuritaires pour l'entreposage sécuritaire des armes à feu et des munitions.

Selon le Premier ministre, en vertu de l'article 12 de la loi de 2006 sur les armes à feu, les permis d'armes à feu sont renouvelables annuellement jusqu'au 31 décembre, sauf si suspendus ou annulés précédemment.

Le PM Ramgoolam a expliqué que le renouvellement est assujéti à une demande du titulaire de permis, à la production de l'arme à feu, à toute munition visée par le permis, au carnet de permis d'armes à feu et à un certificat de compétence valide. Le renouvellement est accordé sous réserve du respect des exigences légales.

Biodiversité marine : Renforcer l'économie bleue de Maurice grâce aux technologies ADN

L'Institut océanographique de Maurice (MOI) poursuit ses projets de conservation de la biodiversité marine et soutient le développement durable de l'économie bleue grâce à l'application de technologies génétiques de pointe, à savoir le codage à barres de l'ADN et la surveillance de l'ADN environnemental (ADNe).

Compte tenu de l'importance croissante des approches moléculaires dans la recherche sur la biodiversité, le Ministère de l'environnement a lancé un projet de codage à barres de l'ADN intitulé « Évaluation des ressources biologiques marines dans la zone économique exclusive (ZEE) de Maurice ». Cette initiative associe des techniques génétiques modernes à la taxonomie conventionnelle pour améliorer l'identification et la documentation des espèces marines sur le vaste territoire maritime de Maurice.

À ce jour, le projet a permis d'inventorier avec succès 186 espèces de poissons de marché, 21 espèces de concombres de mer et 66 espèces de mollusques marins. L'Institut étend actuellement ses recherches aux crustacés marins. Les informations génétiques recueillies ont été compilées dans la base de données en ligne sur la diversité marine et la génétique du Ministère de l'environnement, créant ainsi une bibliothèque nationale de référence complète qui soutient l'identification des espèces, la gestion des pêches, la conservation de la biodiversité, la traçabilité des produits de la mer et l'utilisation durable des ressources marines.

Selon le directeur du ministère de l'Environnement, le Dr Daniel Marie, l'initiative de codage à barres de l'ADN a considérablement renforcé la capacité du pays à identifier avec précision les espèces marines et a amélioré la gestion des ressources biologiques marines fondée sur des données probantes.

« L'initiative a également généré des données de référence essentielles sur la biodiversité marine dans la ZEE de Maurice, contribuant à la protection



des espèces vulnérables, à la promotion d'une pêche durable et à l'alignement du développement économique sur la conservation de la biodiversité et la résilience des écosystèmes », a-t-il déclaré.

En s'appuyant sur l'expertise et l'infrastructure développées dans le cadre du programme de codage à barres de l'ADN, le Ministère de l'environnement intègre maintenant les méthodologies d'ADN environnemental (ADNe) dans ses activités d'évaluation de la biodiversité marine, en particulier dans le cadre du projet de cartographie des ressources marines.

L'ADN environnemental est une technique innovante et non invasive qui

permet aux scientifiques d'identifier des espèces en analysant des traces de matériel génétique présentes dans des échantillons d'eau de mer. Contrairement aux méthodes de relevé traditionnelles qui nécessitent souvent la capture ou l'observation directe d'organismes, l'ADNe peut rapidement détecter un large éventail d'espèces tout en minimisant les perturbations des habitats naturels.

« Cette technologie offre d'importantes possibilités d'évaluation de la biodiversité en temps quasi réel et peut faciliter le suivi des espèces menacées, protégées et commercialement importantes. Elle permet également d'identifier les points chauds de la biodiversité et de suivre les changements des écosystèmes dans l'ensemble du milieu marin », a souligné le Dr Marie.

L'environnement marin reste l'un des atouts naturels les plus précieux de Maurice, sous-tendant des secteurs économiques clés tels que la pêche, le tourisme, la biotechnologie, les produits pharmaceutiques et d'autres industries émergentes de l'économie bleue. Les écosystèmes marins jouent également un rôle essentiel dans le soutien de la sécurité alimentaire, de l'emploi et des moyens de subsistance.

Toutefois, les pressions croissantes résultant de la pollution, de la dégradation des habitats, de la surexploitation des ressources, des espèces envahissantes et des changements climatiques menacent la biodiversité marine. Le réchauffement et l'acidification des océans, en particulier, accélèrent la dégradation des écosystèmes et augmentent le risque de perte d'espèces avant qu'elles ne puissent être documentées de manière adéquate.



Dans ce contexte, l'adoption d'outils moléculaires avancés devrait renforcer la capacité du pays à mieux surveiller la biodiversité, à évaluer les réponses écologiques aux pressions environnementales et à soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes. L'intégration de l'ADNe

permet de renforcer la capacité de Maurice à conserver son riche patrimoine marin, à améliorer la résilience des écosystèmes marins et à soutenir la durabilité et la compétitivité à long terme de l'économie bleue du pays.

Les initiatives en cours du ministère de l'Environnement s'harmonisent pleinement avec la vision du gouvernement pour la gestion durable des ressources marines et démontrent clairement comment l'innovation scientifique peut contribuer à la conservation de la biodiversité tout en soutenant la croissance économique et le développement national.



SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 05th day of November 2026 at 13.30 hrs**, shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at 2nd floor, Courtroom No. 23, New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by Licitation of the hereunder described immovable property, viz:- A portion of land of the extent of **112 toises**, situated in the District of Riviere du Rempart, place called Grand Baie, the whole morefully described title deed transcribed on 27/09/1983 in TV 1609/1 and which is bounded as follows:- D'un côté, par un chemin de quinze pieds de large, sur un développement de trente-six pieds; Du deuxième côté, par la portion de terrain mesurée pour Monsieur AW Azmutally, sur cent treize pieds trois pouces; Du troisième côté, par M. Nujoo, sur trente-six pieds; Et du quatrième côté, par le surplus du terrain de la sous-signé vendresse, sur cent onze pieds trois pouces. There exists a concrete one storey residential building on the aforesaid portion of land and all that depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever, the whole morefully described in the said Memorandum of Charges. **The said sale is prosecuted at the request of (i) Ms. Shaguftah CHOYCHOO and (ii) Mrs. Shaistah MALECK AMODE (born CHOYCHOO) against Mrs. Hayaat Mus-Oodah KHEEDEER (born CHOYCHOO).** All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall be debarred from such rights.

Under all legal reservations
Dated at Port Louis, this 30th day of June 2026.

Me. Pazany THANDARAYAN
Of Suite 303-305, 2nd floor, Chancery House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

NOTICE UNDER ARTICLE 1398 OF THE CIVIL CODE

Notice is hereby given that in virtue of a deed drawn up by and before Me. Marie Julie STEPHEN, Notary Public, dated the 30/01/2026 and duly registered in Reg A202605/000296, and homologated by His Lordship, the Honourable Mr R. SEEBALUCK, Judge on the 24th June 2026, **Mr. David Joël Claude ZACHARA and Mrs Marie Carole Stéphanie ZACHARA (born QUIRIN), the lawful wife of David Joël Claude ZACHARA**, who were married on the 23rd October 2015 (Act No. 1277 of 2015 – Port Louis/Central Civil Status Office) under the "Legal system of community of goods", have changed their matrimonial regime, so that in the future, they may be governed by the provisions of the "Legal system of separation of goods" conformably under Articles 1475 to 1478 of the Civil Code.

Under all Legal reservations.
Dated at Port Louis, this 26th June 2024.

Me. Navin RAMA
of 6th Floor, Chancery House, Lislet Geoffroy St, Port Louis.
Attorney for Mr & Mrs David Joël Claude ZACHARA

LEGAL NOTICE

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS
(Before the Family Division)

In the matter of:

Marie Julie Aufelia ALEXANDRINE NWADIMMA (born ALEXANDRINE)

PETITIONER (W)

v/s

Goodness Ifeanyi NWADIMMA

RESPONDENT (H)

NOTICE OF TRIAL

In compliance with an order made on the 25/11/2025 by His Lordship, the Honourable Mr R. SEEBALUCK, Judge of the Supreme Court, the abovenamed Petitioner has been authorised to effect substituted service by way of publication.

TAKE NOTICE you, the abovenamed Respondent, in order that you may not plead or pretend ignorance of same, that the above matter has been fixed for **MERITS on Wednesday the 07th October 2026** at 10.00 hrs, **before the Supreme Court House (Family Division), situate at c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis.**

NOW TAKE FURTHER NOTICE that you, the abovenamed Respondent, are hereby required, called upon and summoned to be and appear of the above Court on the aforesaid date and hour to show cause if any as to why the order prayed for, should not be made by the Court.

WARNING YOU, that the abovenamed Petitioner shall proceed with the above matter whether you be present or not.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 01st day of July 2026.

ME. S. S. MURDAY
of 2nd Floor, Chancery House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.
Attorney for the Petitioner.

Monaco

Explosion d'un coli piégé : trois victimes le suspect en fuite

L'explosion, qui s'est produite dans un immeuble résidentiel le long de la frontière avec la France, a fait trois blessés d'une même famille ukrainienne. L'un d'eux est l'oligarque Vadim Ermolaev. Un homme est en fuite.

Une importante explosion a retenti ce lundi soir dans la principauté de Monaco, a appris Le Figaro de source policière. Les faits ont eu lieu peu avant 21 heures, rue Révérend Père Louis Frolla. Le gouvernement monégasque a fait état d'au moins trois blessés dont deux graves dans cette explosion survenue à côté de la place des Moulins. Il s'agit «vraisemblablement d'un attentat», a déclaré à l'AFP le chef du gouvernement, Christophe Mirmand. «Ce soir, peu avant 21h, une violente déflagration liée à un colis piégé a été entendue en Principauté non loin de la Place des Moulins», a précisé le gouvernement de Monaco sur X.

Selon les informations, les victimes sont toutes les trois membres d'une même famille ukrainienne. Les deux parents, âgés d'une cinquantaine d'années, sont en urgence absolue avec pronostic vital engagé, tandis qu'un adolescent, âgé de 13 ans, est en urgence relative. L'un des deux parents est un oligarque ukrainien «réfugié VIP» à Monaco depuis le début de la guerre en Ukraine, Vadim Ermolaev. Résidant à Monaco, il fait l'objet depuis décembre 2023 de sanctions en vertu d'une décision du Conseil national de sécurité (NSDC) promulguée par le président Volodymyr Zelensky. Selon plusieurs médias citant les services de sécurité ukrainiens, ces sanctions sont dues au choix du multimillionnaire de poursuivre ses activités de négoce d'acool en Crimée sous occupation russe.

Vadim Ermolaev se trouvait dans son immeuble d'habitation avec sa compagne et son fils. Les trois blessés

ont été transportés à Nice, à une vingtaine de kilomètres de Monaco, les deux adultes au CHU Pasteur et le plus jeune à l'hôpital pour enfants Lenval, a précisé un porte-parole du gouvernement monégasque. Quatre autres personnes ont été prises en charge par les secouristes, dont une personne choquée et plusieurs victimes de coupures à cause des vitres soufflées par l'explosion.

Trois victimes d'une même famille ukrainienne

Alors que les hélicoptères patrouillent le ciel monégasque, la plupart des habitants croisés peinent à croire «que cela ait pu se produire à Monaco». «C'est vrai qu'on sait que cela peut se passer en Europe, ou au Brésil, d'où je viens», s'étonne Luiz Felipe Iani, 24 ans. «Mais là, à Monaco même... c'est très choquant». Près du lieu de l'explosion, certains résidents attendent de pouvoir rentrer chez eux ; une femme sort promener son chien. «Non, ça ne me fait pas peur. Je voudrais juste rentrer chez moi.»

«J'étais en train de jouer au tennis avec mes copains, on a entendu un énorme "boum" suivi d'une sirène stridente», raconte James, 12 ans, encore sous le choc. «Tous les parents ont appelé car ils étaient très inquiets», relate-t-il en suivant son oncle, entre les rues barricadées par les rubans de police.

Un homme a pris la fuite

Un individu a été aperçu sur les caméras de vidéosurveillance déposant un sac à dos dans le hall d'un immeuble résidentiel de la rue Révérend Père Louis Frolla, le long de la frontière avec la France. Selon BFMTV, il y apparaît alors vêtu d'un pantalon beige et d'un blouson noir, ainsi que d'un chapeau noir masquant une partie de son visage.

Alors que l'homme a pris la fuite dans la foulée à pied en direction de la ville voisine de Beausoleil, l'explosion du coli piégé a retenti au moment où d'autres personnes rentraient dans le même bâtiment, sans savoir si ces personnes étaient visées. L'engin explosif contenait vraisemblablement des boulons et de la grenaille, d'après Christophe Mirmand. «Les services de police sont en train d'établir les constatations», a-t-il expliqué.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 22nd day of October 2026 at 13.30 hrs**, shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at 2nd floor, Courtroom No. 23, New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the SALE BY LICITATION of the hereunderdescribed immovable property, viz:- A portion of land of the extent of **175M2 (Pin Number 1902030222)** situate in the District of Black River place called Beaux Songes, morefully described and transcribed in TV202008/000270, together with a residential concrete building under concrete slab comprising of a living room, a dining room, two rooms, a kitchen, bathroom and WC, existing thereon, together with electricity and water installations, and with all that may depend thereon or form part thereof without any exception or reservation. The said portion of land of **175m2** is bounded as per the report of Mr. B. Dumazel SLS dated 10/02/2010 registered in Reg. LS 69/1222 as follows:- On the first side by Bengali Road, reserves of 1.50m wide in between on 7.17m; On the second side by an access road of 3.66m wide on 11.18m; On the third side by Lot No. 2 on 11.24m; On the fourth and last side by several owners on 16.40m. In the said report, it has been observed that the first and second boundaries are joined by a tangible curve of 4.50m. The whole morefully described in the said Memorandum filed in the above matter. **The said sale is prosecuted at the request of Daanvir MEETUN against 1.- Yeshree MEETUN and 2.- Rishveer MEETUN.** All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 30th day of June, 2026.

Mrs S. B. JADDOO,
of No. 24, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.
Attorney in Charge of the Sale.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 30th day of July 2026 at 13.30 hrs** shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court of Mauritius, situate at 2nd Floor, Court No.23, Supreme Court Building, Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the SALE BY LICITATION in respect of a portion of land of an extent of **8½ perches**, situate in the District of Savanne, place called La Flora, the whole morefully described in the title deed transcribed in Vol. 1840 No. 97 (**PIN 1605200228**), which is bounded as follows:- "Vers le Nord Est par un terrain appartenant a Mons. Uttam Banka sur treize mètres et quatre vingt cinq centimètres (13.85 m); Vers le Sud Est, partie par un terrain appartenant a. Mons. Juhmaduth Seeburruth ou ayant droit et partie par le terrain de Mons. Hemant Seeburruth sur une longueur totale mesurant vingt sept mètres et cinquante centimètres (27.50 m); Vers le Sud, par un chemin publique (Seebaruth Lane) sur quatorze mètres et vingt deux centimètres (14.22 m). Et dernièrement vers l'Ouest par un terrain appartenant à Mons. Akash Dev Mahadeo sur vingt quatre mètres et vingt deux centimètre (24.22 m)." Ensemble tout ce qui peut en dependre ou en faire partie sans aucune exception ni reserve. There exists on the said portion of land a two-level concrete dwelling house, the ground floor comprise a porch, a carport, living/dining room, kitchen, bedrooms, toilet and bathroom. The first floor which is accessible via 2 external concrete staircase, a rear bare shell room, a front balcony, living/dining room, kitchen, bedrooms, toilet and bathroom (hereinafter referred to as the "Property"). The house is generally fitted with mixed metal glazed and UPVC glazed external openings. **The said sale is prosecuted at the request of (1) Ashveenabye SHAM (born BABAJEE), (2) Ms. Ansooyabye BABAJEE, absent from Mauritius and duly represented by her agent and proxy Mrs Ashveenabye SHAM (born BABAJEE) against (1) Sarvesh BABAJEE (2) Ms Pritima BABAJEE (born BHIWA).** All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said immovable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations
Dated at Port-Louis, this 30th day of June 2026.

Me. Vashish BHUGOO
of 10th Floor, Astor Court, Georges Guibert Street, Port-Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 30th of July 2026 at 1:30 p.m.** shall take place before the Master's Bar of the Supreme Court of Mauritius situate at Courtroom No.23, 2nd Floor, New Supreme Court Building, corner Edith Cavell & Desroches Street, Port Louis, the **SALE BY LEVY** prosecuted at the request of **SBM Bank (Mauritius) Ltd (formerly known as STATE BANK OF MAURITIUS LTD)**, represented by its General Manager, of State Bank Tower, 1 Queen Elizabeth II Avenue, Port Louis, **AGAINST (i) Mr. Joseph Guillyano ZAMIR and (ii) Mrs. Marie Luciana Nathalie ZAMIR (born TEMOINE)**, the lawful wife of Joseph Guillyano ZAMIR, both residing at 75, Morcellement Ashviva, Trou aux Biches, of the immovable properties:

PROPERTY NO.1 :

Une portion de terrain de la contenance de **trois cent quatre-vingt-un mètres carrés (381m²)**, étant le **Lot No.75** du plan général du Lotissement Ashviva, située au quartier des **Pamplemousses**, lieu-dit **Trou aux Biches**, et est bornée d'après un rapport avec plan figuratif y joint dressé par Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, en date du dix neuf octobre deux mille neuf (19/10/2009), enregistré au Reg.LS 69 No.137, comme suit :

Vers le Nord-Est, par une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant un chemin de six mètres (6.00m) de large, partie sur une ligne droite mesurant treize mètres et vingt-sept centimètres (13.27m) et partie sur une courbe, sur une longueur développée de sept mètres et vingt-cinq centimètres (7.25m).

Vers le Sud-Est, par une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant un autre chemin de six mètres (6.00m) de large, sur dix-sept mètres et trente-neuf centimètres (17.39m).

Vers le Sud-Ouest, par le Lot No.76, sur dix-sept mètres et quinze centimètres (17.15m).

Et vers le Nord-Ouest, par le lot No.74, sur vingt-deux mètres (22.00m).

Ensemble tout ce qui peut en dépendre et en faire partie sans aucune exception ni réserve.

Au susdit rapport d'arpentage du dit Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, il a été fait observer ce qui est ci-après littéralement transcrites :

« Il est ici fait observer que les acquéreurs éventuels de ce lot ne pourront planter aucun arbre ou haie ni construire aucun mur ou bâtiment sur une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant les chemins. Cette réserve, dont la superficie n'est pas comprise dans celle de ce lot devant servir éventuellement au passage de tous drains, tuyautage, lignes électriques ou autres services essentiels ».

The whole morefully explained in an authentic deed drawn up by and executed before Me. Antish DASSYNE, Notary, on 19/01/2010 and 20/01/2010, and duly registered and transcribed on 27/01/2010 in **Vol.TV7621/47**.

There exists on the above-described **Property No.1** a concrete storeyed building under slab, provided with water and electricity supplies.

PROPERTY NO.2 :

Une portion de terrain de la contenance de **deux cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (297m²)**, étant le **Lot No.74** du plan général du Lotissement Ashviva, située au quartier des **Pamplemousses**, lieu-dit **Trou aux Biches**, et est bornée d'après un rapport avec plan figuratif y joint dressé par Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, en date du dix-neuf octobre deux mille neuf (19/10/2009), enregistré au Reg.LS 69 No.137, comme suit :

Vers le Nord-Est, par une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant un chemin de six mètres (6.00m) de large, sur treize mètres et cinquante centimètres (13.50m).

Vers le Sud-Est, par le Lot No.75, sur vingt-deux mètres (22.00m)

Vers le Sud-Ouest, par le Lot No.77, sur treize mètres et cinquante centimètres (13.50m).

Et vers le Nord-Ouest, par le lot No.73, sur vingt-deux mètres (22.00m).

Ensemble tout ce qui peut en dépendre et faire en partie sans aucune exception ni réserve.

Au susdit rapport d'arpentage du dit Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, il a été fait observer ce qui est ci-après littéralement transcrites :

« Il est ici fait observer que les acquéreurs éventuels de ce lot ne pourront planter aucun arbre ou haie ni construire aucun mur ou bâtiment sur une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant les chemins. Cette réserve, dont la superficie n'est pas comprise dans celle de ce lot devant servir éventuellement au passage de tous drains, tuyautage, lignes électriques ou autres services essentiels ».

The whole morefully explained in an authentic deed drawn up by and executed before Me. Antish DASSYNE, Notary, on 19/01/2010 and 20/01/2010, and duly registered and transcribed on 27/01/2010 in **Vol.TV7621/48**.

There exists on the above-described **Property No.2** a concrete storeyed building under slab, provided with water and electricity supplies.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said properties are warned that they must exercise their right before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 30/06/2026.

Sivakumaren MARDEMOOTOO

Dentons Mauritius LLP

Les Jamalacs Building, Vieux Conseil Street (opp. Port Louis Theatre), Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

Royaume-Uni

Un budget de 300 milliards de livres pour les quatre prochaines années

Face à un contexte international tendu, Londres mise sur une transformation profonde de ses forces armées pour renforcer sa souveraineté et anticiper les défis de demain.

Drones, dissuasion nucléaire et Navy « hybride » : le Royaume-Uni prévoit de porter son budget militaire à près de 300 milliards de livres, soit 348 milliards d'euros, durant les quatre prochaines années pour moderniser les forces britanniques dans un contexte de montée des menaces.

Après plusieurs mois de retard en raison de contraintes budgétaires, le premier ministre démissionnaire, Keir Starmer, a dévoilé mardi un plan d'investissement dans la défense à partir du site d'un fabricant de drones dans le Berkshire, dans le sud de l'Angleterre. Malgré son départ prochain de Downing Street, le chef du gouvernement travailliste avait promis de présenter ce plan avant le sommet de l'OTAN en Turquie les 7 et 8 juillet.

« Nous devons faire le nécessaire pour affronter résolument ce nouveau monde, assurer la sécurité de notre pays et saisir les opportunités découlant de l'investissement dans notre puissance souveraine », a déclaré Keir Starmer. « Nous allons transformer nos forces armées en offrant à l'industrie la certitude nécessaire pour investir et en apportant à nos alliés de la clarté sur nos intentions », a-t-il insisté.

Tirant les leçons des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, le plan met l'accent sur le développement des drones et des systèmes autonomes grâce à un investissement de 5 milliards de livres (5,8 milliards d'euros)

**NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION
NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITH-
IN RESIDENTIAL ZONE**

Take notice that I **Mr Nanda Raragah Narainen Represented by L'Oiseau du Paradis Residence Limitee** will apply to the District Council of Riviere du Rempart for a building and Land Use Permit for a proposed building at ground and first floor to be used as (Victualler, coffee shop, tourist activity, diving activity) at Plot 103, off B 36 Royal Road, Mont Choisy

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Date: 02/07/2026

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 22nd day of October 2026 at 1.30 P.M** shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at 2nd floor, Courtroom No. 23, New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the **Sale by Licitation prosecuted at the request of (i) Mrs Amourdon CHOUREEMOOTHOO (born CHINAMUN), (ii) Moorooogen CHINAMUN, (iii) Mrs Saraspadee KUSHNA (born CHINAMUN), (iv) Mrs Pamella BOJJA (born CHINAMUN) against (i) Mrs Rajeshwuree BHOWANEE (born CHINAMUN), (ii) Magmanee ATCHAMAH (born CHINAMUN), (iii) Mrs Vanesree VENCAMAH (born CHINAMUN), (iv) Rajendree KISTNEN (born CHINAMUN)** of a portion of land of the extent of **257 SQUARE METRES (67.7 TOISES)** situate in the District of Plaines Wilhems place called Plaisance, Rose Hill, as per deed morefully described and transcribed in Vol. TV 1850/8 and the land is bounded as per survey report of Mr A. Rasheed Nahaboo, Land Surveyor dated 13/11/1980 in Reg. LS 21/6360 as follows:- 'Au Nord, par la Societe Saint Martin, sur dix-neuf metres quatre vingt seize centimetres ou soixante cinq pieds six pouces, mesure en partant de deux bornes non marques l'une pour la portion presentement decrite et l'autre pour le terrain limitrophe jusqu'a deux autres bornes semblables; A l'Est, par M. Camille Lois Falzara, sur douze metres quatre vingt dix centimetres ou quarante deux pieds quatre pouces; Au Sud par la deuxieme portion decrite audit rapport a Mme Renald Poche, sur dix neuf metres quatre vingt dix-neuf centimetres ou soixante cinq pieds sept pouces; et A L'Ouest, par L'Avenue La Reine, sur douze metres quatre vingts centimetres ou quarante deux pieds. Together with a concrete storeyed residential building standing thereon and together with that may depend or form part thereof without any exception or reservations. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the above immoveable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 30th day of June, 2026.

Mrs S. RAMANO.

Of Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.

dans des drones de déminage ou encore des drones d'attaque explosifs au faible coût, a détaillé le ministère de la défense dans un communiqué.

Le gouvernement va également mobiliser 63 milliards de livres pour « renforcer la dissuasion nucléaire britannique » et 11 milliards pour reconstituer les stocks de munitions et d'armements. Par ailleurs, Londres s'engage à contribuer à hauteur de 8 milliards de livres au projet de futur avion de combat, dans le cadre du Global Combat Air Programme (GCAP), développé en partenariat avec le Japon et l'Italie.

Des navires fonctionnant grâce à l'IA

L'objectif est également de transformer la Royal Navy, qui a récemment montré ses limites au Moyen-Orient, en une marine « hybride », combinant des navires dits autonomes fonctionnant grâce à l'intelligence artificielle avec une flotte plus traditionnelle.

Au moins six nouveaux navires de guerre seront construits, assurant l'activité des chantiers navals britanniques pendant des décennies, selon le gouvernement. Keir Starmer s'est dit « confiant » dans le fait que ce plan permette au Royaume-Uni de se défendre lui-même et d'assumer ses responsabilités envers l'OTAN dans l'éventualité d'une offensive russe d'ici à 2030.

Le secrétaire général de l'Alliance, Mark Rutte, a salué sur X « un pas important vers l'objectif de consacrer 3,5 % du PIB à la défense » d'ici à 2035, sur lequel se sont engagés les membres de l'OTAN l'an dernier. Les tergiversations autour de ce plan ont aggravé la crise politique qui a mené à sa chute la semaine dernière. Elles avaient préalablement poussé celui qui était alors ministre de la défense, John Healey, à claquer la porte du gouvernement, suivi par le secrétaire d'Etat aux forces armées, Al Carns.

M. Healey avait accusé le chef du gouvernement et la ministre des finances, Rachel Reeves, de ne pas avoir débloqué les fonds nécessaires « pour défendre le pays en cette période de menaces croissantes ». Dans une volonté d'afficher l'unité du gouvernement, la ministre était présente mardi avec le ministre de la défense, Dan Jarvis, aux côtés de Keir Starmer.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 30th day of JULY 2026 at 1.30 p.m.** shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court of Mauritius, situate at 2nd floor, Courtroom No. 23, Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by Levy of:-

Description of Property:- Une portion de terrain de la contenance de **CINQ CENT QUINZE METRES (515.00 m²) - (PIN 1306090353) étant le lot No. 1**, située au quartier de la Rivière du Rempart, lieu dit Grand Gaube et bornée d'après un rapport, avec plan figurative y joint, dresse par Mons. Shalendre GHUNOWA, arpenteur jure, le 24/01/2019 enregistré au Reg. LS99/99075552, comme suit:- Vers le Nord-Est, par le terrain appartenant à Monsieur Neerunjun Haurdhan, sur vingt neuf mètres soixante quinze centimètres (29.75m); Vers Le Sud-Est, par un chemin commun de quatre mètres (4.00m) de large, une réserve d'un mètre cinquante centimètres (1.50m) de large entre, sur treize mètres quatre centimètres (13.04m); Vers le Sud-Ouest, par un chemin de sortie de quatre mètres (4.00m) de large, une réserve d'un mètre cinquante centimètres (1.50m) de large entre, sur deux lignes, **la première** étant une courbe de six mètres quatre vingt dix sept centimètres (6.97m) et **la seconde** étant une ligne droite de vingt cinq mètres trente cinq centimètres (25.35m); Et vers le Nord-Ouest, par le surplus du terrain, sur dix sept mètres quarante sept centimètres (17.47m). There exists on the said portion of land one double storey concrete building under slabs fitted with all amenities including water and electricity supplies. Et généralement tout ce qui peut en dépendre ou faire partie sans aucune exception ni réserve. The said property bears PIN No. 1306090353. The whole as more fully described in title deed drawn up by Me. Farzanah Bibi JOOMUN BOOLAKEE, Notary and duly registered and transcribed on the 24/02/2020 au Volume TV202002/001572 avec inscription de privilege prise le meme jour au Volume IV202002/000209 and in the Memorandum of Charges filed in the above matter. **The said sale is prosecuted at the request of SBM Bank (Mauritius) Ltd against 1.- Mr Thierry Sebastien ANNE and 2.- Mrs Manuella Florence Estelle ANNE (born BLIN), both of Coastal Road, Grand Gaube.** All parties claiming a right to take inscription of legal Mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 30th day of June 2026.

Me. B. SEWRAJ SA

Of 1st floor, River Court, St Denis Street, Port-Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

Coupe du Monde

Allemagne 1 (3) Paraguay 1 (4)

L'Allemagne a été éliminée de la Coupe du monde après une séance de tirs au but face au Paraguay

Le Paraguay a créé la surprise en éliminant l'Allemagne lors d'une séance de tirs au but haletante en Coupe du monde. Les Sud-Américains ont survécu à un but allemand refusé de Jonathan Tah en prolongation et ont tenu bon jusqu'au score de 1-1 après 120 minutes, avant de s'imposer lors de la séance de tirs au but. Les tentatives manquées de Havertz, Nick Woltemade et Jonathan Tah ont finalement coûté cher à l'Allemagne : 4-3 aux tirs au but. En huitièmes de finale, le Paraguay affrontera le vainqueur de France-Suède.

Dès la première minute, le Paraguay s'est créé une occasion en or : Junior Alonso a récupéré le ballon au second poteau sur un corner, mais a buté sur une parade décisive de Manuel Neuer.

Par la suite, l'Allemagne a dominé la possession mais a évolué à un rythme trop lent face au bloc défensif paraguayen. Aucune occasion franche n'a été créée.

Juste avant la mi-temps, le Sud-Américain a surpris tout le monde en ouvrant le score. Après un corner repoussé de la tête, le ballon a été remis devant le but, où Julio Enciso a pu le dévier au fond des filets.

Dans le temps additionnel, Felix Nmecha a failli égaliser, mais sa frappe déviée a frôlé le poteau.

Peu après la reprise, l'Allemagne a frôlé la catastrophe : Joshua Kimmich a raté sa passe en retrait vers Manuel Neuer, contraint de sortir in extremis pour devancer Enciso.

Finalement, l'Allemagne a égalisé : Kai Havertz a prolongé un centre de Florian Wirtz pour son troisième but



du tournoi (1-1).

Peu après, le même duo a failli récidiver : tête de Havertz sur un centre de Wirtz vers l'angle opposé, mais Orlando Gill a repoussé le danger.

Même en fin de match, l'Allemagne a continué de dominer, mais les occasions franches se sont d'abord fait attendre. Les Allemands pensaient enfin souffler quand Jonathan Tah a expédié de la tête un corner au fond des filets (2-1), mais le VAR a renvoyé l'arbitre consulter l'écran pour une très légère faute de Waldemar Anton sur le gardien Gill. Après visionnage, le but a été

refusé, maintenant le score à 1-1.

Lors de la séance de tirs au but, Gill s'est imposé comme le héros du Paraguay en repoussant les tentatives de Kai Havertz et Nick Woltemade. L'Allemagne a encore espéré après le tir non cadré d'Antonio Sanabria et l'arrêt de Manuel Neuer face à Fabián Balbuena, mais Jonathan Tah a ensuite tiré bien au-dessus.

Juan Canale a alors profité de cette erreur pour qualifier le Paraguay pour les huitièmes de finale de la Coupe du monde. Après une soirée frustrante marquée par l'annulation d'un but suite à l'intervention du VAR, l'Allemagne quitte le tournoi dès le premier tour à élimination directe.

Pays-Bas 1 (2) Maroc 1 (3)

Le Maroc fait tomber les Pays-Bas au bout du suspense (1-1, 2-3 tab)

Le Maroc s'est qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe du monde 2026 en éliminant les Pays-Bas aux tirs au but, au terme d'un match électrique disputé à Monterrey, au Mexique.

Ce mardi, les Pays-Bas et le Maroc s'affrontaient à Monterrey à l'occasion des seizièmes de finale de la Coupe du monde 2026. Après une première période intense mais sans but, les hommes de Mohamed Ouahbi se procuraient les meilleures occasions, notamment par Achraf Hakimi, qui trouvait la barre trans-

versale au retour des vestiaires (52e), tandis que Bart Verbruggen multipliait les parades décisives.

Malgré la domination marocaine, les Oranje ouvraient le score à la 72e minute grâce à Cody Gakpo, bien servi après une contre-attaque éclair menée par Crysencio Summerville (1-0). Alors que les Néerlandais pensaient tenir leur qualification, le Maroc arrachait l'égalisation dans le temps additionnel. Sur un centre de Chemsdine Talbi, Issa Diop plaçait une tête victorieuse entre Virgil van Dijk et Teun Koopmeiners pour envoyer les



deux équipes en prolongation (1-1, 90e+1).

Bounou stoppe Summerville, Saibari scelle la qualification

La qualification se jouait finalement aux tirs au but. Koopmeiners lançait parfaitement les Pays-Bas avant qu'El Aynaoui ne trouve la barre transversale. Kluyvert manquait ensuite l'occasion de faire le

break en trouvant le poteau, tandis que Rahimi remettait les deux équipes à égalité. Weghorst transformait sa tentative, imité par Talbi. Timber manquait ensuite le cadre et Hakimi touchait à son tour le poteau, laissant le suspense entier. Finalement, Summerville voyait sa tentative repoussée par Bounou, puis Saibari transformait le dernier tir marocain, envoyant les Lions de l'Atlas en huitièmes de finale (1-1, 2-3 tab).

Coupe du Monde

Brésil 2 Japon 1

Le Brésil élimine le Japon à la 95e et file en 8es

Le Brésil a eu chaud mais a fini par s'en sortir. Face au Japon, les hommes de Carlo Ancelotti ont renversé la vapeur pour finalement s'imposer 2-1 grâce à un but de Martinelli au bout du temps additionnel. En 8es de finale, les Brésiliens joueront la Norvège ou la Côte d'Ivoire.

Dès l'entame du match, la défense des Samourais bleus a asphyxié les offensives des Auriverde. Inoffensifs ballon au pied, les hommes d'Ancelotti ont fini par encaisser l'ouverture du score à la 29e.

Après une relance manquée de Danilo au milieu du terrain, Kaishu Sano a pris toute la défense brésilienne de vitesse pour aller affronter Alisson, impuissant sur la frappe croisée du Japonais. Ce dernier s'est offert un prestigieux premier but en sélection.

Le Japon devra encore attendre

Le Brésil est revenu en deuxième période avec bien plus d'intentions. A la 52e, le portier japonais Zion Suzuki a eu la main ferme sur une tête de Bruno Guimarães. Quatre minutes plus tard, le milieu défensif d'Arsenal Gabriel a délivré un superbe centre, permettant à Casemiro d'égaliser de la tête.

La Seleção a ensuite monopolisé le ballon (69% de



possession sur la partie), mais s'est encore laissé endormir sur un faux rythme, ne parvenant pas à déstabiliser les protégés d'Hajime Moriyasu. Il a fallu un éclair de Martinelli dans le temps additionnel (90e+5) sur une passe décisive de Guimarães pour que les Brésiliens ne se sauvent au bout du suspense.

Mercato

Manchester United ouvre des négociations avec Rashford pour son retour

Fin du prêt de Rashford :L'attaquant anglais a passé la saison en prêt à Barcelone, qui n'a pas levé son option d'achat

Rashford de retour à United ?Il est prêt à participer à la pré-saison à Manchester, qui est prêt à l'accueillir à l'entraînement

Rien n'est scellé pour son avenir :Pour l'instant, rien ne garantit que Rashford restera à Manchester United, qui aura sûrement des offres pour son protégé

Alors que le FC Barcelone n'a pas levé l'option d'achat de Marcus Rashford, l'attaquant anglais doit revenir à Manchester United. Pourrait-il y rester ?

Né à Manchester et formé chez les Red Devils, Marcus Rashford est un pur produit de l'académie mancunienne. L'attaquant anglais y a fait toutes ses classes et s'est totalement révélé au sein du géant anglais. Il y a performé en professionnel de 2016 à 2025 avec 426 matchs au compteur pour 138 buts inscrits.

Marcus Rashford de retour à Manchester United

Pas dans les plans de Ruben Amorim et moins performant, Marcus Rashford a finalement été prêté lors de la seconde partie de saison 2024-2025 à Aston Villa, avant de rejoindre le FC Barcelone, en prêt également, lors du dernier exercice. Après une belle pige en Catalogne, les Blaugranas ont décidé de ne pas lever son option d'achat de 30 M€, notamment à cause de la signature d'Anthony Gordon.



Ainsi, le joueur de 28 ans va devoir revenir à Manchester United cet été. Un départ définitif semblait inéluctable dans ce dossier, mais la donne a changé chez les Red Devils. En effet, Michael Carrick est désormais en poste et le club mancunien est qualifié pour la prochaine Ligue des champions.

Une relation apaisée entre les deux parties, mais un avenir encore incertain

De quoi envisager voir Rashford porter à nouveau le maillot de Manchester United ? Cela ne semble pas à écarter. En effet, selon les informations de Fabrizio Romano, la formation anglaise est en contact direct avec l'entourage de l'ailier, qui dispute actuellement la Coupe du monde avec les Three Lions.

Ces discussions sont cordiales et chaque partie a fait un pas vers l'autre. Ainsi, United est prêt à accueillir l'attaquant à l'entraînement, à son retour du Mondial, et Marcus Rashford est prêt à débiter la pré-saison sous la houlette de Michael Carrick. C'est une étape importante pour rebâtir la confiance entre les deux parties. Cependant, Fabrizio Romano l'assure : il n'y a "aucune garantie qu'il reste avec des offres éventuelles à considérer plus tard".

Bruno Guimarães intransférable, le rêve d'Arsenal s'écroule

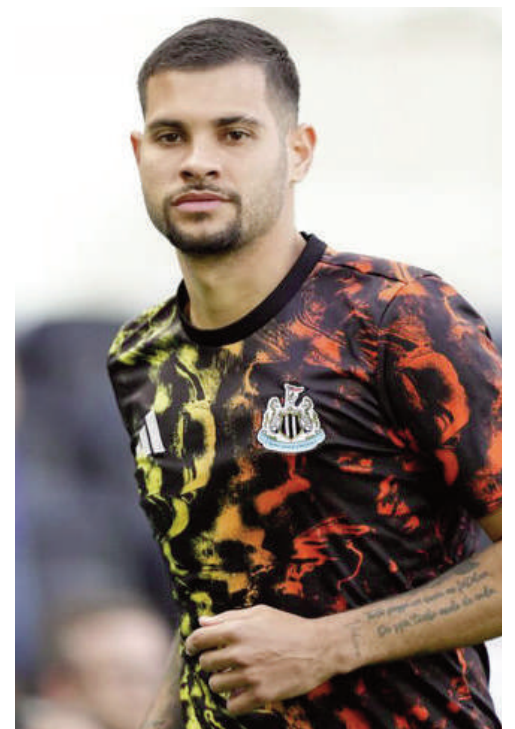
Toujours en quête d'un nouveau milieu de terrain pour aborder la saison prochaine avec plus de garanties, Arsenal a formulé une première offre à Newcastle pour Bruno Guimarães. Mais les Magpies sont inflexibles.

Arsenal sort d'une saison historique. Après avoir accordé sa pleine confiance à Mikel Arteta pendant près de six ans, le club londonien a récolté les fruits de son pari. Sous la houlette du technicien espagnol, les Gunners ont enfin remporté la Premier League et ont déchiré l'étiquette d'éternels seconds qui leur allait si bien jusque-là.

En prime, ces derniers ont réussi un parcours quasi sans faute en Ligue des champions, mais sont tombés sur une équipe du Paris Saint-Germain plus certaine de sa force dans les moments cruciaux d'une telle finale. Pour aborder la prochaine saison avec plus de garanties encore, la direction sportive d'Arsenal a bien l'intention de renforcer autant que possible son effectif. Avec le poste de milieu de terrain en première ligne.

Arsenal se fait recalier pour Bruno Guimarães

Et si de nombreux joueurs font l'objet d'un suivi important de leur part, les Gunners ont décidé de passer à l'action pour Bruno Guimarães. Selon les informations de David Ornstein pour The Athletic, Arsenal a formulé une offre verbale à Newcastle via des intermédiaires pour un montant légèrement inférieur à 70 millions d'euros. Une



proposition rejetée par les Magpies, lesquels ont insisté sur le fait que la vente de son capitaine n'était pas envisageable. Mais est-ce que ce début de feuilleton a de l'avenir ? C'est fort possible.

L'absence de qualification pour quelque compétition européenne la saison prochaine pèse très lourd dans le mercato des Magpies.

Ces derniers ont déjà perdu Anthony Gordon, parti au FC Barcelone, et sont sur le point de laisser filer Sandro Tonali à Tottenham. Une perte supplémentaire, de surcroît celle de Bruno Guimarães, serait une atteinte directe au projet des propriétaires saoudiens de Newcastle.